

Retraites, épargne, il y a urgence à éduquer et responsabiliser les Français ! Investir plus ou travailler plus longtemps ?

L'investissement en actions reste le meilleur moyen pour financer nos retraites selon un rapport réalisé par Marc Touati pour Trade Republic. Si nous ne faisons rien, les générations des années 90 et 2000 perdront près de 40% de pouvoir d'achat au moment de prendre leur retraite.

- Marc Touati, Président et chef économiste d'ACDEFI dévoile un [rapport](#) sans concession sur le système des retraites en France ;
- L'investissement en action à long terme apparaît comme le seul moyen efficace de conserver un pouvoir d'achat décent sans devoir travailler plus longtemps ;
- La démocratisation de l'investissement passera par un changement de culture vis-à-vis du développement de l'épargne des Français.

Communiqué de presse - Paris, Le 31 août 2021

Trade Republic, plateforme européenne d'investissement mobile, est convaincue qu'au-delà des discours partisans et des postures idéologiques concernant les retraites et l'épargne, les Français sont prêts à entendre les menaces qui pèsent sur leur santé économique des prochaines années et à adopter les solutions pour y remédier. Marc Touati, Président et chef économiste d'ACDEFI vient de réaliser un rapport sans concession sur le système des retraites en France.

« Plutôt que de s'intéresser aux enjeux économiques, sociaux et stratégiques d'une réforme crédible des retraites et d'une épargne des Français utilisée à bon escient, le consensus des « observateurs » préfère avancer que le statu quo est idéal et qu'il faut continuer de faire confiance aux institutions traditionnelles pour gérer notre épargne. Ce rapport démontre que sans réforme, les Français verront leurs retraites fortement diminuer, et qu'introduire une dose d'investissement diversifié et à moindre frais en bourse, peu tous les mois mais sur une longue durée, permet de conserver un bon pouvoir d'achat. Les crises sont toujours des phases d'opportunités et il y a urgence à éduquer tous les Français sur le développement de leur propre épargne, même modestement », déclare Marc Touati, Président et chef économiste d'ACDEFI.

1) Le système de retraites en France n'est pas financé. Il va droit dans le mur.

- **Un financement à la Madoff.** Dans la mesure où le financement du système de retraite par répartition consiste à financer les actuels retraités par les actifs d'aujourd'hui, il s'agit ni plus ni moins d'un **système Madoff** à l'échelle hexagonale. Évidemment, lorsque l'on comptait plus de 3 actifs pour un retraité (c'est-à-dire de l'après seconde guerre mondiale jusqu'au début des années 1970), ce « système Ponzi » ne posait aucun réel problème. Seulement voilà, actuellement, on ne recense plus qu'environ 1,5 actif pour un retraité et le ratio va empirer au cours des prochaines décennies, pour tomber dans le meilleur des cas à 1,3 en 2050. Autrement dit, à l'instar du système Madoff qui s'est effondré lorsque les nouveaux cotisants n'étaient plus suffisamment nombreux pour payer les anciens, le système de retraite par répartition à la française est voué à l'implosion.
- **33 ans à la retraite pour la génération 2000 contre 15 ans dans les années 90 !** La nécessité de réformer la retraite française par répartition est liée à une excellente nouvelle : nous vivons de plus en plus longtemps. La durée de vie moyenne à la retraite est actuellement d'environ 23 ans, contre 2 ans dans les années 1950, 10 ans dans les années 1980 et 15 ans dans les années 1990. Selon le Conseil d'Orientation des Retraites (COR), la durée de vie à la retraite pourrait avoisiner les 30 ans pour la génération 2000, voire 33 ans en cas de mortalité basse.
- **Des retraites qui endettent fortement la France, pays le plus généreux en la matière.** Selon le COR, plus de 330 milliards d'euros, soit environ 14 % du PIB, sont consacrés chaque année au financement des retraites. En 2020, ce niveau est même monté à 14,7 %, contre 11,7 % en 2002, à comparer à 10 % en Allemagne et à une moyenne de 7,5 % pour l'ensemble des pays de l'OCDE. En

outre, la hausse du nombre de retraités va considérablement s'accélérer à partir de 2035. De 16,3 millions en 2019, leur nombre devrait dépasser la barre des 22 millions en 2050. Le pire est que les prévisions avancées par le COR restent excessivement optimistes ! En effet, celui-ci pense que le taux de chômage français va tendre progressivement vers 5 % ou, au pire des cas, vers 7 %, tout en imaginant que la productivité croît de 1,8 % par an, contre moins de 1 % depuis quinze ans. Or le taux de chômage en France est actuellement de 8,1 % selon la définition restrictive du Bureau International du Travail et atteint 14 % si on intègre le halo du chômage (c'est-à-dire les personnes sans emploi mais qui ne sont pas disponibles et/ou ne font pas de recherche active) et 21 % si on inclut les chômeurs à temps partiel. C'est dire l'ampleur des dégâts pour les cotisations retraites et les pensions actuelles et à venir...

2) Les Français peuvent sauver leurs retraites

- **En se responsabilisant davantage** et en s'engageant dans une véritable harmonisation de l'ensemble des systèmes. Ensuite chacun pourra choisir : partir tard ou tôt à la retraite et, en fonction de son choix, recevoir plus ou moins de pensions.
- **En soutenant le système par répartition avec une retraite par capitalisation** qui permettra aux retraités de toucher l'ensemble des sommes épargnées pendant leur vie active, soit d'un seul coup, soit sous forme de rente. Avec une différence de taille : les sommes investies dans une retraite par capitalisation appartiennent aux retraités, alors que ce n'est pas le cas pour celles qui sont prélevées sur les salaires, puisqu'elles sont utilisées pour financer les actuels retraités. **Il est donc indispensable que les Français soient informés de cette réalité et commencent à épargner pour leur retraite le plus tôt possible s'ils souhaitent maintenir leur pouvoir d'achat à la retraite.**
- **En investissant davantage pour eux-mêmes.** L'épargne retraite des Français est passée de 545,3 milliards d'euros en 2008 à environ 950 milliards d'euros en 2019-2020, soit une hausse de 74 %. Si l'on isole uniquement les actifs placés sur des régimes de retraite capitalisés et privés (qu'on appelle communément retraite par capitalisation), ce montant tombe à 290 milliards d'euros, soit environ 11 % du PIB français (selon l'OCDE pour l'année 2019, l'année 2020 étant quelque peu biaisée compte tenu de la baisse du PIB engendrée par la pandémie). Un niveau qui peut paraître appréciable, mais qui reste très loin de ceux observés au sein des pays de l'OCDE : 217 % au Danemark, 195 % aux Pays-Bas, 150 % aux États-Unis et 128 % en moyenne pour l'ensemble de l'OCDE. Sans aller jusqu'à de tels niveaux, l'augmentation d'une retraite par capitalisation en France vers les 50 % du PIB signifierait une augmentation de l'épargne investie sur ce type de support de l'ordre de 1 000 milliards d'euros.

« Les Français sont prêts à entendre un nouveau discours sur l'épargne et le financement des retraites. Un sondage réalisé par Trade Republic et l'[Ifop](#) ([Communiqué de presse](#) et [Résultats](#)) en juillet 2021 a montré que sans surprise ce sont les plus jeunes qui sont prêts à investir sur le long terme en bourse pour sauver leurs retraites. Dans un contexte d'inquiétude financière pour 1 français sur 2 et de scepticisme vis-à-vis du système actuel de retraite (2/3 des actifs), les Français sont ouverts à de nouveaux services d'investissement en entreprise plus transparents et accessibles. Cela concerne surtout 2/3 des jeunes de moins de 35 ans. A 5 ans de la retraite, les Français ont peur du changement, les jeunes eux ont bien compris qu'ils financent la retraite de leurs parents et que la leur ne leur garantira pas un pouvoir d'achat décent s'ils n'investissent pas eux-mêmes,» déclare Matthias Baccino, Directeur France de Trade Republic.

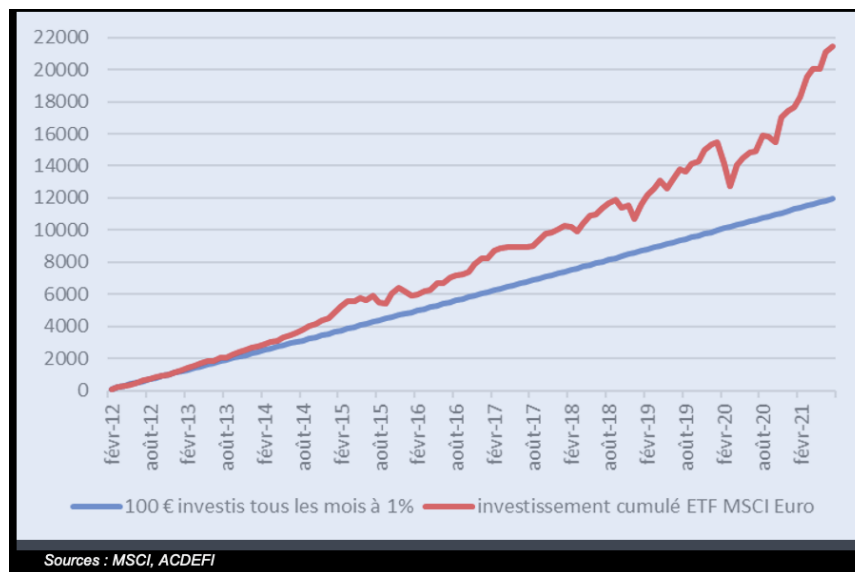
3) Investir non pas toutes ses économies mais peu, régulièrement et à moindre frais

Trade Republic a souhaité démystifier les peurs et a demandé à ACDEFI d'étudier les solutions d'investissement pour une dose de financement des retraites par capitalisation, il en ressort :

- La bourse, l'or et les obligations sont les 3 meilleurs placements sur le long terme (c'est-à-dire sur au moins 8-10 ans) tant en matière de rentabilité que de fiabilité.
- Investir n'est pas réservé aux riches ! Considérons tout d'abord un épargnant qui décide d'investir chaque mois 100 euros sur un ETF MSCI Euro (panier d'actions européennes), par exemple sur

celui d'Amundi créé en février 2012. En juillet 2021, celui-ci dispose d'un capital de quasiment 21 500 euros, pour une mise totale de 11 400 euros, soit un rendement total de 88 %. Si cet épargnant avait investi ces 100 euros mensuels sur un placement à un taux garanti de 1 % (fonds euro), il aurait récupéré 11 950 euros, soit un gain de seulement 4,9 %. Attention ces rendements ne peuvent être atteints qu'en cas de frais peu importants. Ce qui est le cas avec le service inédit en France de Trade Republic: les plans d'investissement programmé sans aucun frais de courtage.

- Si nous prenons par exemple un ETF MSCI World sur un horizon d'investissement de 5 ans avec un versement programmé de 100 euros par mois, soit 6 000 euros in fine nous pouvons espérer un rendement annuel d'environ **4.5%** net de frais. Mais si nous réalisons cet investissement avec des frais de gestion traditionnels ou dans un fonds de gestion ayant un rendement identique mais avec frais, le résultat est particulièrement décevant avec une performance nette de **1.97%**! Attention donc aux frais prélevés sur l'épargne des Français.



Contacts Presse

France

Matthias Baccino

press-fr@traderepublic.com

+33 6 89 25 28 90

Jérôme Goaër

j.goaer@verbatee.com

+33 6 61 61 79 34

International

Bettina Fries

presse@traderepublic.com

+49 30 5490 6312

A propos de Trade Republic

Trade Republic est une plateforme européenne d'investissement mobile qui permet à chacun de faire travailler son argent simplement, rapidement et sans frais cachés. Avec plus d'un million de clients, Trade Republic est devenu en deux ans l'appli principale de gestion financière de nombreux européens. Son application intuitive permet d'investir sur les marchés du monde entier en actions, ETF et crypto-monnaies pour 1 euro par ordre et en trois clics seulement. Trade Republic propose également des plans d'investissement programmé sans frais de courtage en ETF et fractions d'actions du monde entier.

Trade Republic est une fintech qui dispose d'un agrément en tant qu'entreprise d'investissement en Allemagne. La supervision bancaire est assurée par la Banque Fédérale d'Allemagne et la BaFin (l'autorité de régulation de la finance en Allemagne). La haute qualité et la sécurité de ses services reposent sur sa technologie bancaire exclusive et sa coopération avec des partenaires réputés tels que HSBC et Solarisbank. Créée en 2015 par Christian Hecker, Thomas Pischke et Marco Cancellieri, la société a déjà levé près d'un milliard d'euros de capital auprès d'investisseurs tels qu'Accel, Creandum, Founders Fund, Project A, Sequoia, TCV et Thrive Capital. La société basée à Berlin compte aujourd'hui plus de 500 collaborateurs.